

De Zola à Dreyfus, retour aux sources à Médan

En février 2026, une visite du musée Dreyfus et de la maison Zola à Médan par des membres de la LDH a été l'occasion de riches échanges avec l'historien Philippe Oriol, et d'une réflexion collective sur la lutte contre l'antisémitisme, de l'affaire Dreyfus jusqu'à aujourd'hui.

Gilles MANCERON, coresponsable du groupe de travail LDH « Mémoires, histoire, archives », et Mylène STAMBOULI, coprésidente de la section LDH Paris 5/13

Le dimanche 8 février 2026, une quarantaine de membres de la LDH venus de diverses régions ont participé à une visite à Médan (Yvelines) de la maison Zola et du musée Dreyfus, installé dans une de ses dépendances. Deux groupes ont successivement visité le musée Dreyfus et la maison que l'écrivain avait achetée en 1878, à proximité de la Seine, dans un environnement calme qu'il appréciait, et où il a résidé régulièrement durant une partie de l'année, jusqu'à sa mort en 1902.

Dans l'intimité de la maison de Zola

C'était, quand il l'a acquise, une maison assez petite et rudimentaire, mais Émile Zola l'a fait agrandir au fil des ans grâce aux droits d'auteur que lui ont procuré les huit romans qu'il y a écrits, dont *Germinal*, *Nana*, *La Bête humaine* et *Au Bonheur des Dames*. Et c'est là qu'il résidait à la belle saison, dans la période où il a commencé à s'engager dans l'affaire Dreyfus. Il fréquentait Médan, en effet, au moment où il a publié, le 13 janvier 1898, son célèbre article « J'accuse...! », couvrant toute la première page du quotidien *L'Aurore*. Un texte qui a marqué le début de la phase la plus aigüe de la mobilisation de l'opinion en faveur d'Alfred Dreyfus.

La maison a été reconstituée dans son aménagement intérieur, avec le mobilier et les objets que l'écrivain y avait installés avec son épouse Alexandrine, y compris le vaste bureau avec une large fenêtre ouvrant sur la campagne et dans lequel

« La visite du musée Dreyfus a été, pour les visiteurs, l'occasion de revivre un moment clé de l'affirmation des droits de l'Homme et du refus du racisme dans la République française, qui a coïncidé avec la fondation de la Ligue des droits de l'Homme. »

il a écrit ses romans. La visite guidée de sa maison a même été l'occasion d'un échange sur la vie privée de Zola, puisque, dix ans après l'avoir acquise, en 1888, il a eu une liaison avec la jeune lingère de la maison, Jeanne Rozerot, avec laquelle il aura deux enfants et finira par vivre une double vie puisqu'il installera cette deuxième famille à proximité immédiate de Médan. Jeanne rompit un moment avec lui, puis revint à lui quand il vint la rechercher. À la mort de Zola, sa femme, Alexandrine, fit reconnaître les deux enfants qu'il avait eus avec elle. Cet épisode de la vie de Zola a été l'occasion d'un échange entre les ligueuses et ligueurs, lors de leur visite. À l'heure de « #MeToo », les hésitations de Jeanne Rozerot à accepter de prolonger une liaison qui relevait indéniablement de ce qu'on appelait alors des « amours ancil-

lares » (relations avec des domestiques), ont fait débat en 2026, parmi les visiteurs. Mais Zola était très attaché à Jeanne et aux enfants qu'il avait eus avec elle, et, aujourd'hui, son arrière-petite fille, Martine Leblond-Zola, est l'une des meilleures spécialistes de l'écrivain.

Revivre l'Affaire au musée Dreyfus

Lors de la visite du musée Dreyfus, tous les visiteurs ont été impressionnés par la connaissance de l'affaire Dreyfus du directeur scientifique, Philippe Oriol, qui leur a servi de guide et est en même temps l'un des meilleurs historiens de l'Affaire⁽¹⁾. C'était l'occasion de revivre un moment clé de l'affirmation des droits de l'Homme et du refus du racisme dans la République française, qui a coïncidé avec la fondation de la Ligue des droits de l'Homme.

Philippe Oriol est l'auteur d'une *Histoire de l'affaire Dreyfus: de 1894 à nos jours*⁽²⁾, en deux volumes, ainsi que d'une republication des souvenirs de Mathieu Dreyfus et d'une édition des *Carnets* inédits d'Alfred Dreyfus. Il est aussi le biographe de Bernard Lazare, qui avait été le premier

(1) Voir l'entretien avec P. Oriol, « Maison Zola-musée Dreyfus: musée du passé, du présent et de l'avenir » in *D&L* n° 205, avril 2024 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2024/04/DL205-Actualite-3.-Maison-Zola-musee-Dreyfus.pdf).

(2) Les Belles Lettres, 2014.

(3) Stock, 2019.

(4) *D&L* en a parlé dans ses pages: www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2025/04/DL209-A-decouvrir-8.-Dreyfus-et-l-Affaire.pdf.



© DR



© DR

La visite du musée Dreyfus et de la maison Zola à Médan a été suivie d'un débat avec le groupe de travail LDH « Mémoires, histoire, archives », sur le thème de la lutte contre l'antisémitisme, depuis l'affaire Dreyfus jusqu'à aujourd'hui. On peut voir ci-dessus Albert Herszkowicz, Philippe Oriol et Annie Pennetier, lors de la visite du musée Dreyfus, et ci-contre Gilles Manceron, Albert Herszkowicz et Philippe Oriol, lors du débat.

des dreyfusards, dont il a tiré de l'oubli nombre de textes. À l'occasion de la sortie, en 2019, du film de fiction *J'accuse* de Roman Polanski, Philippe Oriol a publié aussi une critique en règle de la déformation par le cinéaste du rôle du colonel Picquart lors de l'Affaire, intitulée *Le Faux ami du capitaine Dreyfus. Picquart, l'Affaire et ses mythes*⁽³⁾.

Il était également l'un des commissaires de la belle exposition en 2025 intitulée « Alfred Dreyfus, vérité et justice »⁽⁴⁾, au Musée d'art et d'histoire du judaïsme, dont nous avons organisé, à l'initiative de la section LDH Paris 5/13, deux visites ouvertes aux ligues intéressés. Son but à Médan n'a pas été, sur seulement trois-cents mètres carrés d'exposition, de raconter toute l'Affaire, mais d'en faire saisir les enjeux et l'actualité. Les choix graphiques, le travail sur les espaces et les volumes, le recours aussi à

des enregistrements sonores ont réussi à exprimer la violence du moment. La LDH y est présente à travers les portraits de ses fondateurs, en particulier Ludovic Trarieux, Francis de Pressensé, Pierre Quillard, Victor Basch, sans oublier la grande journaliste Séverine, ancienne communarde, qui figure parmi eux. Un projet de restauration de la ferme de la propriété devrait offrir prochainement plus de cinq-cents mètres carrés supplémentaires, qui seront un espace appréciable, notamment pour les expositions temporaires.

Le combat contre l'antisémitisme

Philippe Oriol a accepté de concevoir avec la LDH une journée où les visites ont été suivies d'un débat construit avec le groupe de travail LDH « Mémoires, histoire, archives », sur le thème de la lutte

contre l'antisémitisme depuis l'affaire Dreyfus jusqu'à aujourd'hui, auquel une cinquantaine de personnes ont participé. Les intervenants en ont été Philippe Oriol, Michèle Riot-Sarcey, du Comité de vigilance sur les usages publics de l'histoire (CVUH), Albert Herszkowicz, de l'association Memorial 98, et Gilles Manceron, coresponsable dudit groupe de travail.

Ce dernier a introduit la discussion en évoquant six thèmes ou épisodes, qui ont donné lieu à des explications et échanges. Premier épisode, la naissance de la LDH dans l'affaire Dreyfus, qui a situé son combat contre l'antisémitisme dans un cadre résolument universaliste. Les mots de son premier Manifeste sont importants : « *Le condamné de 1894 n'est pas plus juif à nos yeux que tout autre, à sa place, ne serait catholique, protestant ou philosophe. Nous ne voyons en lui qu'un citoyen dont les*

« Victor Basch, en 1933, en ouverture d'une brochure de dénonciation du nazisme, écrivait : "Ce n'est pas en qualité de Juif que je m'adresse aux lecteurs de ce recueil, mais bien en celle de militant de la [LDH]. [...] Je ne plaide pas ici pour une religion, une race, un peuple, un parti, mais homme, je plaide pour des hommes." »

« Une "lutte contre l'antisémitisme" lorsqu'elle est pensée en soi, comme une cause isolée, non connectée ni subordonnée à l'universalisme, peut aboutir à des phénomènes aussi injustes voire aussi criminels que l'antisémitisme lui-même. »

droits sont les nôtres et nous repoussons, comme un recul inattendu des idées de liberté, les distinctions de sectes qu'on prétendrait établir en sa personne. »

Deuxième épisode, la présidence de la LDH de Victor Basch, de 1926 à son assassinat en 1944, qui a prolongé cette manière d'associer le combat contre l'antisémitisme à celui contre tous les racismes. En 1933, en ouverture d'une brochure de dénonciation du nazisme, il écrivait : *« Ce n'est pas en qualité de Juif que je m'adresse aux lecteurs de ce recueil, mais bien en celle de militant de la Ligue des droits de l'Homme. Que si l'immonde barbarie hitlérienne s'était attaquée aux luthériens ou aux catholiques [...] ma protestation serait tout aussi ardente. Je ne plaide pas ici pour une religion, une race, un peuple, un parti, mais homme, je plaide pour des hommes. »* Déjà, en 1902, Bernard Lazare avait pris à partie le fondateur du sionisme, Theodor Herzl, à propos des massacres des Arméniens qui avaient commencé dans l'empire ottoman : il s'est élevé⁽⁵⁾ contre le message de sympathie qu'Herzl avait envoyé, au nom du congrès sioniste de Bâle, au sultan ottoman Abdul Hamid II, commanditaire de ce massacre. Pour Bernard Lazare, un génocide était un génocide, quel que soit le peuple qui en était victime.

Troisième épisode, Victor Basch et le sionisme. Il s'en réclamait, mais, pour lui, cela ne concernait que les juifs de Russie, d'Europe centrale et orientale, victimes de pogroms, qui avaient le droit de trouver un refuge. Il reconnaissait que la Palestine n'était pas *« une terre sans peuple »* et voulait que les juifs qui y trouveraient refuge forment une *« confédération palestinienne »*, une *« confédération judéo-arabe*

en Palestine ». Quand une « Ligue palestinienne des droits de l'Homme », fondée en 1919, a demandé son adhésion à la FIDH⁽⁶⁾ (fondée en 1922), Basch, qui la présidait, l'a refusée car elle ne comprenait que des juifs. Son sionisme était un corollaire de son adhésion aux droits universels, qui occupaient la première place dans son esprit, et dans le cadre desquels il estimait que le combat de tous devait s'inscrire.

De Durand aux défis de l'universalisme

Quatrième épisode, l'affaire Jules Durand, dont a été victime le *« Dreyfus ouvrier »* qu'était ce charbonnier du port du Havre, scandaleusement condamné à mort et devenu fou en détention, et qui illustre aussi ce combat. Ceux des quelques dreyfusards qui ne donnaient pas la première place à la défense de l'universalisme, et qui combattaient uniquement l'antisémitisme parce qu'ils étaient préoccupés par la seule défense d'un juif, ont refusé de défendre Durand – contrairement à l'attitude générale de « vrais dreyfusards », de la LDH et d'ailleurs, qui se sont indignés de sa condamnation. Par exemple, *L'Humanité* de Jaurès rappelait en décembre 1910, en mettant en cause un bourgeois juif dreyfusard qui n'avait rien à faire des droits d'un syndicaliste ouvrier, que celui-ci avait été bien content que des ouvriers viennent se joindre au combat pour Dreyfus⁽⁷⁾. Une « lutte contre l'antisémitisme », lorsqu'elle est pensée en soi, comme une cause isolée, non connectée ni subordonnée à l'universalisme, peut aboutir à des phénomènes aussi injustes voire aussi criminels que l'antisémitisme lui-même. Pensons au sort aujourd'hui de la population civile de Gaza et à celui des Palestiniens de Cisjordanie.

Cinquième épisode, la gauche et l'antisé-

mitisme. L'influence du « pacifisme intégral » et de « l'esprit munichois », lors de la conférence de Munich qui a laissé Hitler, en 1938, s'emparer de la Tchécoslovaquie, a conduit, y compris dans une partie de la gauche, à des refus de s'indigner des crimes nazis lors de la « Nuit de cristal »⁽⁸⁾, et même ensuite d'entrer dans la Résistance. La mémoire de la gauche possède aussi un point aveugle : l'antisémitisme stalinien des années 1947-1953. Au-delà des « poètes juifs assassinés » en août 1952, il apparaît aujourd'hui aux historiens qu'il y a eu ensuite un plan d'extermination des juifs d'Union soviétique, échafaudé par Staline dans les derniers mois de sa vie, en 1953, au prétexte de leur déportation complète vers la Sibérie⁽⁹⁾. Cet épisode reste éludé par la mémoire communiste, qui a tendance à reprendre la légende fautive de la campagne pour les Rosenberg, au même moment, qui présentait Julius Rosenberg comme une victime de l'antisémitisme aux États-Unis, alors qu'il a été condamné par des magistrats juifs et était bel et bien un espion soviétique.

Enfin, nous ne devons pas avoir peur de nous interroger. Y a-t-il eu des manques dans le combat de la LDH contre l'antisémitisme et tous les racismes dans son histoire, jusqu'à aujourd'hui ? De l'antisémitisme est parfois apparu dans ses rangs dans les années 1930 – voir le cas de l'un de ses secrétaires généraux, Mathias Morhardt. Après 1967, le soutien aveugle de la LDH vis-à-vis d'Israël a été ressenti comme injuste, y compris par Pierre Vidal-Naquet, qui s'est éloigné alors de la Ligue, tout comme Henri Leclerc, en refusant l'idée de toute occupation à Jérusalem et en Cisjordanie. Dans les années 2000, les mises en cause de l'antisémitisme de l'abbé Pierre n'ont pas été admises par la plupart des membres de son instance dirigeante. Et, en 2003, les protestations de la LDH n'ont pas été suffisantes contre certaines violences antisémites commises lors de manifestations parisiennes pour la Palestine. Ces questions, et celles soulevées dans leurs contributions par Philippe Oriol, Michèle Riot-Sarcey et Albert Herszkowicz, ont donné lieu à des explications et à un large débat. Celui-ci doit se poursuivre dans l'association, comme dans l'ensemble de la gauche et de la société française. Car la vigilance contre l'antisémitisme, comme celle contre tous les racismes, ne doit souffrir aucune faiblesse. ●

(5) « Les représentants – ou ceux qui se disent tels – du plus vieux des peuples persécutés, ceux dont on ne peut écrire l'histoire qu'avec du sang, envoient leur salut au pire des assassins. [...] Ce peuple tout sanglant de ses blessures, on le jette au pied du Sultan couvert du sang des autres. [...] Vous n'avez pas le droit de déshonorer votre peuple. »

(6) Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme.

(7) « Joseph Reinach, à cette époque, ne crachait ni sur les socialistes, ni sur les anarchistes. Il trouvait bon que le peuple descendit dans la rue. »

(8) De son vrai nom le « Pogrom du Reich de novembre ».

(9) Comme le montre, par exemple, Arkadi Vaksberg, l'auteur de *Staline et les Juifs*, Les Belles Lettres, 2022.